Document generated on 04/24/2024 6:36 p.m.

Histoire Québec

Le témoignage d'un relocalisé de Saint-Nil

Gilles Boileau

Volume 1, Number 1, June 1995

De Kamouraska à Rimouski : un fleuve qui a fait un pays

URI: https://id.erudit.org/iderudit/11026ac

See table of contents

Publisher(s)

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec

ISSN

1201-4710 (print)
1923-2101 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Boileau, G. (1995). Le témoignage d'un relocalisé de Saint-Nil. *Histoire Québec*, *1*(1), 4–7.

Droits d'auteur © La Fédération des sociétés d'histoire du Québec, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le témoignage d'un relocalisé de Saint-Nil

PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES BOILEAU

Avant la regrettable et triste aventure des expropriés de Mirabel, en 1969, il y avait eu, quelques années auparavant, en 1963, la non moins célèbre tentative d'aménagement du territoire entreprise dans l'Est du Québec, par le *Bureau d'Aménagement de l'est du Québec* (B.A.E.Q.). Dans l'*Histoire de la Gaspésie* (1981), Jules Bélanger a déjà dressé le bilan de cette vaste opération. Nous n'y reviendrons pas.

Cependant, nous avons jugé utile de faire connaître dans ces pages **l'émouvant témoignage d'un habitant de l'ancienne paroisse de Saint-Nil**, aujourd'hui disparue de par la volonté des autorités gouvernementales. Les propos de Monsieur B.R. ont été recueillis par Gilles Boileau, en 1976, dans le cadre d'un travail de recherche mené dans ce territoire pilote alors appelé l'Est du Québec. Ces propos sont rapportés avec la plus grande fidélité comme on pourra le constater.

Près de 20 ans plus tard, ces révélations étonnantes nous permettent de nous souvenir et jettent un nouvel éclairage sur cette époque ainsi que sur «la manière de faire» des fonctionnaires. Les officiers et émissaires du gouvernement qui tentaient alors de convaincre les habitants de l'arrière-pays de quitter leurs «terres de roches» étaient parfois les mêmes qui, 30 ou 40 ans plus tôt, avaient incité ces mêmes personnes à venir s'établir et à «faire de la terre» dans les colonies de l'intérieur.

De colons ou pionniers qu'ils étaient, l'État allait bêtement faire de ces hommes courageux des relocalisés anonymes.

Scène rurale de Saint-Nil. PHOTO : Gilles Boileau

«J'ai 65 ans. Ça pas été drôle de sortir de Saint-Nil. J'y étais arrivé en 1940. À l'époque de la colonisation, il n'y avait pas de chemin. Pas d'église. On est monté en wagon. Quand je me suis décidé, c'était dans le temps de la guerre. En montant sur la colonie, on pouvait s'exempter de la guerre. On a demandé un lot à l'inspecteur de colonisation...

Des années difficiles et un pays de misère

«J'ai commencé à tasser puis à brûler des abatis. Avec le cheval, j'ai fait de l'éclaircissage pour grainer. Y avait de la roche mais pas une folie. C'étaient surtout des passées de crans, des chaînes de pierres qui traversent les lots. Chaque côté de ça, il y avait de la terre en masse et c'était de la bonne terre. On ramassait un peu de roches mais pas trop...

«Durant l'été, j'ai réparé ma petite étable et je me suis occupé pour avoir une vache. J'ai mis le cheval dans l'étable. J'ai travaillé pour avoir des poules, pour avoir un peu de nourriture. C'était l'essentiel. Au printemps j'avais semé un peu de patates à travers les souches. Ça rendait bien sans engrais. Puis à l'automne j'ai tout sarpé les petites repousses...

«On s'occupait de se trouver à manger plutôt que de courir le bois. Durant l'été, je me suis acheté un cochon. Je l'ai mangé durant l'hiver. On allait chercher l'eau au ruisseau, on charriait ça à la chaudiérée. L'hiver, on prenait une hache pour travailler le trou puis on mettait une poche dessus pour pas que ça gèle trop. Au bout de deux ou trois ans, on a semé un peu d'avoine. Fallait agrandir pour grainer afin d'avoir du foin. J'ai bâti ma grange en 1951, dix ans après mon arrivée. L'avoine n'avait pas le temps de mûrir. Les gelées arrivaient quand l'avoine était encore en lait. Ça séchait puis ça faisait rien que de la balle. C'est pour ça qu'on la coupait verte...

«On coupait l'avoine et le foin à la petite faux, à travers les souches. Quand le terrain n'était pas trop racineux on râclait avec des râteaux de bois. Quand les souches étaient trop fortes, on faisait des tas puis on ramassait ça à la fourche. On rentrait ça dans la grange avec un vieux cheval puis une bobsleigh. J'avais pas d'argent pour m'acheter une wagine, j'en avais juste assez pour vivre avec le petit peu de revenus que j'avais là...

«J'ai fait ma charpente de grange avec une sciotte puis un marteau. J'avais même pas assez d'argent pour m'acheter une égoïne. J'ai monté ma grange avec du bois rond. Au moulin, j'ai été me chercher des croutes, ils les donnaient. Ma grange avait 20 pieds par 20 pieds. Le grain qu'on récoltait on le coupait vert, c'était pour la vache ; le foin on le donnait au cheval...

«Plus tard, quand on a eu un tracteur puis quand on a eu fini d'essoucher, on s'est acheté une charrue, on a acheté des vieux gréements, un vieux moulin à battre. Je ne peux pas dire que sur ma terre c'était pas bon. Ma terre était bonne. Un coup que le bois était parti, que tout était brûlé, après que c'était essouché, on labourait, on semait, puis le grain venait. J'ai semé du grain, je marchais là-dedans, je fermais les épis par-dessus ma tête, sans engrais. C'était assez de la bonne terre ça. Le plus gros problème c'était la chaux qui manquait...

«On n'avait pas trop de problèmes avec les gelées. Pas trop de problèmes en semant assez de bonne heure. Le terrain était plutôt valonneux. Dans certains coins il y avait des montagnes. Des montagnes pas cultivables. Sur ma terre je ne pouvais pas aller partout. Les bouts pas cultivables, on les laissait en bois. On faisait les parties assez planches...

«J'ai construit ma grange en 50 ou 51. J'avais deux vaches à lait. Après ça j'ai commencé à profiter, à grossir mon troupeau parce que j'avais pas mal de terrain fait dans ce temps-là. Pour construire, fallait être accepté par le gouvernement et avoir assez de terre pour pouvoir garder quelques vaches. Malgré que les octrois étaient pas forts, ça aidait. Au plus fort, j'étais patenté. J'avais trente acres patentées.

«Les dernières années, on se servait d'un tracteur que le gouvernement payait en partie. Le tracteur venait puis essouchait. Ce qu'on avait fait en abatis on le faisait essoucher puis on mettait ça en labour pour s'agrandir en terre cultivable pour pouvoir travailler avec des gréements...»

Cinq enfants et quatre vaches

«J'ai vécu là avec ma famille. J'ai élevé cinq enfants sur cette terre-là tout en la défrichant. Au début j'allais en dehors pour gagner mais après les premières années, quand j'ai pu avoir une couple de vaches, je suis pas mal toujours resté chez nous parce que l'été je faisais de l'abatis et que l'hiver je bûchais sur mon lot. Je faisais quatre acres en plein bois. J'avais assez de bois pour vivre l'été avec. Avec les primes de défrichement que le gouvernement donnait puis les subventions. J'ai tout fait instruire mes enfants : deux garçons et deux filles à moi, et une autre fille que j'ai élevée...

«Le bois qu'on bûchait on le vendait, parce qu'il y avait des moulins. Saint-Nil a été ouvert, un mille plus haut que sur le rang 10 et 11 où j'étais. Ils ont fait une route. L'église a été construite à deux milles, sur le rang 12 et 13. Là on avait notre village. Le village s'est mis à profiter. Les gens sont venus prendre des lots. Ça venu que ça progressé. Plusieurs colons se sont greillés de vaches. On a eu un transport de crème. Dans le meilleur temps j'ai eu sept vaches à lait...

«J'ai aussi travaillé pour les Price qui ont fait quatre hivers de chantier à deux milles de chez nous. On restait là mais on venait le mercredi et le samedi soir à la maison. Après avoir construit ma grange, j'ai racheté la terre du père Georges Tremblay. Il y avait cinq ou six vaches à lait, un tracteur, un peu de gréements. J'ai racheté cette terre-là pour mon garçon. J'ai tout ramassé ça puis c'est avec ça que j'ai continué de cultiver. Mon garçon s'est pas installé tout de suite sur une terre, il est allé dans le bois un peu...

«Quand il est venu prêt à s'installer, il a demandé un prêt au gouvernement puis on n'a pas été accepté. Parce qu'on ne voulait pas prêter dans des colonies. C'était à peu près en 57 ou 58. On a demandé le prêt agricole. Lui voulait s'installer. Il ne pouvait pas partir sa terre de même avec rien. Moi j'avais juste assez d'argent pour financer ma famille. Il n'a pas été accepté pour le prêt. Ils ne voulaient pas prêter dans les colonies de même. Aurait fallu qu'on ait été le long d'une route centrale, comme le long de la mer...»

Pourquoi avoir ouvert des colonies ?

«Fallait être mieux placé, là où il n'y avait pas de misère... Faites-moi pas parler, parce que les gouvernements ont toujours été croches. Ils voulaient prêter, comme ici, le long de la mer, sur les routes nationales. C'était avantageux. Ils ne voulaient pas aider les colonies. Mais pourquoi ils les avaient ouvert les colonies ? Pour mettre le monde dans la misère? Pour les caler? C'est ça qu'on se demande nous autres. Ils nous répondent qu'on n'était pas assez central. On n'avait pas de grosses garanties parce qu'on avait juste notre terre, pas plus...

«On avait rien que trois ou quatre vaches à lait dans le temps. C'était pas assez vendable. Dans les colonies, c'était pas assez vendable. Le gouvernement c'était pas mal leurs idées. Ils nous ont jamais dit le fond de leur pensée. Dans ce temps-là ils savaient peut-être qu'ils allaient fermer les colonies. Ça pousse pourtant pas mieux sur le bord de la mer que ça poussait dans ces terres-là. Hervé Richard, à Saint-Nil, avait 65 vaches à lait... et y avait du foin sur les hauteurs bien plus que je peux en avoir ici. Puis moi sur les morceaux de terre que j'ai cultivés c'est pas le foin qui manquait puis le grain quand on le mettait en terre...

«C'était de la terre dure à faire un peu, c'était des terres neuves. Des terres neuves c'est toujours dur à faire, qu'ils aillent où ils voudront. La terre neuve, il faut la faire. Ça prend du monde qui ont du cœur dans le corps pour faire ça. J'ai été 32 ans là. Puis après 32 ans, eh bien... dehors avec tes guénilles!!!

«Le grabuge a commencé quand Lesage a rentré au pouvoir en 60 et que Gérin-Lajoie a commencé avec ses affaires d'instruction puis à vouloir fermer les écoles. C'est parce que là ils sont venus à bout de tout centrer les enfants dans les villes puis à faire des transports d'écoliers. Ça fait que ceux-là qui partaient des colonies, à 25 milles, qui avaient trois ou quatre enfants qui venaient à Matane, qui fallait qu'ils payent leur pension, ils ont suivi les enfants. C'est là que les colonies ont commencé à se vider. Ils ont suivi les enfants et sont allés dans les villes...»

Des paroisses qui se vident

«En 1964, ils ont commencé à parler des paroisses parce que ça se vidait un peu

partout : Saint-Thomas, Saint-Jean, Saint-Paulin-Dalibaire, mais à Saint-Nil on avait jamais voulu fermer. En général, les gens des rangs voulaient pas s'en aller non plus, mais par la force des choses beaucoup ont suivi les enfants. Parce que ceux-là qui ont des grosses familles puis que les enfants s'en allaient à Matane. À Saint-Nil, il y avait une école mais elle allait seulement jusqu'à la neuvième année. Après ça, fallait aller à Matane. C'est là que ça commencé à se vider, puis ça s'est vidé vite...

«On a essayé de résister jusqu'en dernier. En 70, personne voulait s'en aller encore. Mais seulement ça s'en allait pareil. Ça s'est vidé tranquillement. Y en a qui partaient, qui faisaient déménager leur maison...

En 63-64, ils ont formé le bureau du B.A.E.Q. Ils ont commencé à envoyer des gars dans les colonies pour commencer à prêcher. Ils savaient ce qu'ils faisaient dans ce temps-là eux autres. Ils savaient tous que c'étaient des colonies qui allaient fermer. Ils nous l'ont jamais dit mais on est venus assez fins pour comprendre. Ils ont voulu qu'on fasse un recensement de toutes les paroisses, des valeurs, de la terre, du bois. Ils venaient au village, faisaient une assemblée. Le monde venait là le soir, chacun discutait mais eux autres disaient rien. C'est les gens qui devaient parler. Le monde disait que c'était bon et ne voulait pas s'en aller. Les gens sont partis quand même, parce qu'il n'y avait plus rien pour vivre là. Plus ça diminuait, moins il y avait de services. Il n'y avait plus d'essouchage au tracteur, plus de primes, plus rien. Le gouvernement slaquait tout...

«Après avoir fermé Saint-Thomas, Saint-Paulin-Dalibaire, ils ont eu assez de trouble là puis ça coûté assez cher... C'est pas les petits maudits crasseux qui étaient ici qui nous aidaient. Ils cherchaient à nous caler. Il y en a que j'aurai la barbe grise que je vais les reconnaître encore...»

On ne demandait pas de cadeaux

«Ils faisaient des assemblées à tous les ans, en dernier c'est venu qu'on savait que ça allait fermer. On a formé des groupes, on a fait faire une enquête pour avoir la majorité pour fermer la paroisse comme ils avaient fait ailleurs, à Saint-Thomas. Mais après Saint-Thomas puis Saint-Paulin ils ont arrêté ça de fermer en groupe parce qu'ils se sont faits poigner. Ça coûtait trop cher. Là, fallait qu'ils fassent une autre loi. Nous autres on voulait fermer parce qu'il n'y avait plus rien à Saint-Nil, ça se vidait et tout le monde s'en allait parce qu'il n'y avait plus de services.

«Ça venu que ça progressé. Plusieurs colons se sont greillés de vaches.» PHOTO : Gilles Boileau

«On avait demandé de la sylviculture il y a plusieurs années de ça pour faire ce qu'ils font là actuellement ; on l'aurait fait sur nos terres et on aurait été payés comme ils sont payés là. On aurait voulu faire ça pour compléter notre revenu. L'été on aurait fait de la sylviculture, on ne demandait pas un cadeau. Là ils prennent des gens d'en dehors puis ils les montent pour prendre la place de ceux qui sont partis...

«Quelques-uns voulaient partir, d'autres ne voulaient pas fermer. Là il n'y avait plus de loi, on sortait individuellement. On sortait un par un. Mais seulement on voulait avoir quelque chose pour sortir. On ne voulait pas sortir avec rien. On a fait une demande pour vendre nos propriétés mais on nous offrait rien, presque rien. Le monde s'est regroupé pour avoir une majorité, pour avoir quelque chose pour sortir. On n'a pas pu avoir la majorité, on a essayé de faire signer des requêtes mais on n'a pas pu réussir. Il y en a toujours qui travaillent pour faire du mal aux autres...

«On demandait un rajustement des évaluations. Les terres avaient été évaluées trop basses. On nous donnait rien pour sortir. Puis on voulait nous amener sur le bien-être social, dans les H.L.M. Eux

PETIT LEXIQUE

ABOITEAUX

Pour empêcher que les hautes mers ne viennent inonder leurs prairies littorales ou les quelques parcelles de terre qu'ils avaient tant bien que mal récupérées et aménagées dans les parties les plus basses, les habitants du bord de l'eau ont érigé des digues de terre pour se protéger et protéger leurs terres. Tout un système de canaux et de portes permettait quand même de drainer la partie sise en-deça de ces aboiteaux qui sont d'origine acadienne. Un de plus anciens de ces aboiteaux est encore bien visible (de la route) dans la grande anse de la Pocatière où le premier de ces aboiteaux avait été érigé sur la ferme du collège de Sainte-Anne

PHOTO : Gilles Boileau

en 1860. On les rehaussait parfois par des rangées de pieux enfoncés à la verticale dans le but de retenir les débris des très grosses mers poussés par les vents. Au cours des dernières années, on a remis en bon état l'aboiteau de la seigneurie de Kamouraska (près de huit kilomètres) entre le Cap-aux-Diables de Saint-Denis et le Cap Blanc, à Kamouraska.

autres, le côté humanitaire, le gouvernement puis les fonctionnaires, se sont pas occupés de ça. C'est ça qui a été le malheur. Parce qu'une personne qui a fait 32 ans sur une colonie ou 40 ans puis qui a élevé sa famille là, qui a défriché, qui vit là, il n'aime pas ça s'en aller dans une maison, poigné entre quatre murs, pas pouvoir sortir sans se retrouver tout de suite dans la rue. Moi, je ne suis pas capable de faire ça. Je l'aurais pas fait...»

J'étais tout seul sur le rang

«Ça fait qu'en voulant pas le faire, j'ai été obligé de m'endetter. J'ai quitté en 1972. J'étais tout seul sur le rang 10 et 11. J'avais plus de voisins, les voisins étaient à trois milles. Ils étaient tous partis. Puis il fallait que j'aille au village pour avoir le premier voisin. J'avais une auto. On n'a pas été chanceux. On aurait sorti seulement avec le dernier groupe qui a eu 5 000 piastres de cadeau qu'on n'a pas eu nous autres. On va peut-être avoir 2 500 piastres rétroactifs mais on mérite bien plus que ça. Ceux qui ont travaillé contre la paroisse puis qui ont travaillé pour sortir tout le monde ont eu 5 000 piastres de cadeau...»

Vendre ma terre, vendre mes animaux

«En 68, ma femme est tombée malade. Elle a paralysé. On a été à l'hôpital à Québec. J'ai vendu ma terre, ma femme était malade et moi aussi. J'avais plus de bois à bûcher. Ma femme pouvait pas rester toute seule. J'ai vendu mes animaux, j'ai vendu mes gréements. Là ça parlait que ça voulait fermer. Si j'attends trop tard, je vais crever avec ça que je me suis dit. J'allais dans le bois l'hiver, là j'avais réussi à me placer pour le gouvernement comme gardien de barrière dans la réserve de Matane. En 69, je travaillais encore un peu l'été mais j'ai été opéré dans une hanche. Ils m'ont soudé la hanche. En 70, j'étais encore à Saint-Nil mais je ne cultivais plus...» ■

Rivière-du-Loup et le chemin de fer

PAR MICHEL PELLETIER

Les premiers chemins de fer à vocation commerciale ont été inaugurés en 1830 en Angleterre. Le premier chemin de fer du Canada est inauguré en 1836. Ce n'est qu'un chemin de fer de portage long de 20 kilomètres entre Laprairie et Saint-Jean-sur-le-Richelieu. Ce n'est qu'en 1846 qu'on entreprend la construction d'un tronçon d'importance qui doit relier la ville de Montréal au port Atlantique de Portland, Maine. En 1852, on incorpore la compagnie de chemin de fer du Grand-Tronc, premier réseau canadien.

La même année, une loi est votée, incorporant une compagnie ayant pour but de construire une ligne de chemin de fer d'un point en face de Québec jusqu'à Trois-Pistoles et une extension jusqu'à la frontière est de la province. Un impératif d'ordre politique se trouve derrière ce projet : l'union des colonies par l'entremise d'un chemin de fer. Cette ligne de chemin de fer n'a qu'un but, celle (sic) de rejoindre une ligne de chemin de fer que s'apprêteraient à construire les provinces maritimes. Cette entreprise dépend cependant des tractations des différents gouvernements coloniaux avec le gouvernement impérial de Londres. C'est lui qui décide en dernier lieu des investissements.

À cette époque la volonté politique du Gouvernement Impérial d'encourager et soutenir une telle entreprise est incertaine. Le Grand-Tronc est déjà, dès le départ, un projet onéreux qui draine toutes les disponibilités financières du Canada-Uni de l'époque sur le marché londonien. De plus, les intérêts personnels divergent des négociateurs coloniaux. Le coût énorme en rapport avec la faiblesse économique des colonies va faire que les différentes réunions de Londres de 1848 à 1851 aboutissent à des échecs. Tout au plus, on convient de financer des études de tracés.

Ces études seront déposées par le Major Robinson en 1848 et recommandent un tracé qui suit la rive sud du St-Laurent jusqu'à Métis, suit ensuite la vallée de la Matapédia, longe la Baie des Chaleurs sur la rive nord du Nouveau-Brunswick et ensuite se dirige vers Moncton. Le Grand-Tronc qui se retrouve maître-d'œuvre, n'a pas besoin de cette ligne vers Halifax, car il exploite déjà une ligne vers Portland, Maine, qui est le concurrent direct d'Halifax. Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard, en pleine guerre de Sécession et craignant la menace de l'annexion au (sic) États-Unis, que les policiciens (sic) coloniaux et impériaux vont s'entendre pour s'unir dans une Confédération et construire enfin le fameux chemin de fer «INTERCOLONIAL».

En 1854, le Grand-Tronc annonce le tracé que la ligne va emprunter en bas de Montmagny et l'emplacement des stations. Comme l'intention du chemin de fer n'est pas à vocation économique, il ne cherche pas à favoriser le développement des localités mais se rend vers son terminus en décrivant le moins de courbes possible. Ainsi, certaines localités telles Kamouraska et Rivière-Ouelle vont se voir courcircuitées (sic). De même Rivière-du-Loup risque de subit le même sort.

Le projet initial semble avoir été de passer la ligne à plusieurs kilomètres au sud de la localité de Rivière-du-Loup à la hauteur du premier rang actuel de St-Antonin. Pour Rivière-du-Loup, qui avait établi une vocation commerciale et dont le développement dépassait maintenant le haut de la côte St-